

Remplacement du mazout—Loi

Ce projet de loi sera à l'origine d'un changement réel pour les Canadiens moyens. Le gouvernement semble vouloir adopter une politique injuste envers les habitants des régions septentrionales de notre pays, puisqu'ils ne seront pas traités sur un pied d'égalité avec les autres Canadiens. Je croyais que tous les Canadiens devaient être traités sur le même pied. C'est pourquoi je demande aux députés d'arrière-ban du parti conservateur d'exercer des pressions sur le gouvernement, étant donné que c'est dans leurs circonscriptions que les gens remplacent le pétrole par d'autres sources d'énergie. Les habitants de leurs circonscriptions recevaient enfin un peu d'aide du gouvernement. Je demande donc à ces députés d'exhorter le cabinet à prolonger ce programme de six mois. Nous ne réclamons rien de plus, et je pense que c'est très raisonnable.

Selon moi, si le gouvernement était vraiment décidé à consulter la population et à l'écouter, il ne mettrait pas un terme à ce débat en imposant la guillotine. Il annoncerait plutôt qu'il est disposé à étudier la question et à prolonger le programme de six mois parce que c'est une question de justice et de bon sens économique.

[Français]

M. Fernand Robichaud (Westmorland-Kent): Monsieur le Président, je dois dire que je suis heureux de participer de nouveau à ce débat mais que, d'un autre côté, je suis aussi déçu du manque de volonté que démontre le nouveau gouvernement face à nos recommandations, à nos revendications qui, nous trouvons, ont un bon fondement. Et surtout, monsieur le Président, je suis déçu que non seulement on a établi une période de temps pour ce projet de loi, on nous impose une limite de temps dans le débat. C'est malheureux de constater qu'il faut répéter les mêmes arguments 100 fois avant de se faire comprendre. Mais je suis prêt à le faire si seulement cela peut amener le gouvernement à réfléchir à nouveau sur le projet de loi qu'il nous présente.

Il est triste de constater que le gouvernement n'a pas compris notre message. Et ce message, il est pourtant clair, il est précis. Le Programme d'isolation thermique, CHIP, et le Programme de remplacement du mazout, le COSP, étaient de très bons sinon d'excellents programmes fédéraux. Leur but ultime était de veiller et d'aider à la conservation de l'énergie.

Après avoir écouté et lu attentivement les discours des députés des différents partis, je crois que nous sommes tous d'accords à l'effet que ces programmes étaient très utiles. Mais là où nous, de l'opposition, nous nous dissociions du gouvernement, c'est au plan de l'élimination de ces programmes. Comme mes collègues l'ont souligné, la coupure définitive de ces programmes a surpris tout le monde et surtout l'entreprise privée. Ce gouvernement croit qu'il est facile de couper et de retirer des programmes sans créer de controverse. Qu'il se détrompe. On n'agit pas sans analyser les conséquences de ses actes. On ne parle pas avant d'avoir pensé à ce qu'on veut dire. Un gouvernement ne peut pas se permettre de formuler des lois irréfléchies, surtout lorsque ce gouvernement attache beaucoup d'importance à la consultation et au consensus. Je comprends, monsieur le Président, que le gouvernement soit bien orgueilleux et que par orgueil il ne veuille pas revenir sur ses décisions. Mais l'orgueil n'a pas d'avenir, le bon sens a un avenir. Et mon bon sens me dit qu'il faut offrir un délai aux entrepreneurs et aux consommateurs.

Mon bon sens me dit qu'avant de penser à soi, il faut penser aux citoyens canadiens. Il faut que le gouvernement prenne les moyens pour apaiser les cris d'alarme et pour calmer la crise de panique qui sévit à travers le pays depuis le 8 novembre dernier.

Vous savez, monsieur le Président, les Canadiens ne sont pas inquiets pour rien. Premièrement, en coupant les deux programmes, les résidents désireux de convertir leur système d'isolation et de chauffage afin de sauver de l'énergie et de l'argent ne pourront plus bénéficier de l'aide financière du gouvernement. Et deuxièmement, les entrepreneurs en charge des contrats de transformation ne peuvent tout simplement pas répondre au surplus de demandes d'ici le 31 mars. Et troisièmement, qu'advient-il une fois ces contrats terminés? Et c'est très simple, on fera face à une chute subite de l'emploi; une chute de l'emploi lorsqu'on est devant un taux de chômage de près de un million et demi, c'est inacceptable. Pire que cela, je ne peux pas comprendre que, en pleine crise d'emploi, le gouvernement ne donne pas priorité, si ce n'est pas à la création d'emplois, du moins au maintien des emplois actuels que l'entreprise privée a créés.

En effet, monsieur le Président, non seulement le gouvernement n'a pas encore présenté de nouveaux programmes de création d'emplois, non seulement espère-t-il que ces emplois se créent d'une façon miraculeuse, non seulement il n'apporte pas l'aide nécessaire à la petite et moyenne entreprises pour que celles-ci procurent un plus grand nombre d'emplois, non seulement ce gouvernement est-il inactif en matière de création mais, pis encore, il crée du chômage en coupant des programmes.

Depuis qu'il a pris le pouvoir, il a coupé les budgets de plusieurs compagnies importantes, il a coupé des postes, il a majoré la taxe fédérale sur plusieurs produits, ce qui fait que l'entreprise privée doit vendre plus cher et le consommateur doit ainsi payer plus cher.

Monsieur le Président, je serai gentil, je n'irai pas plus loin, car il n'est pas nécessaire d'en ajouter pour comprendre que ce gouvernement est déjà allé trop loin. Il est temps d'être réaliste et de saisir toute l'implication économique qu'apportaient les programmes CHIP et COSP au plan de la création d'emplois. Ce qu'il faut comprendre ici c'est que ces programmes constituent des éléments moteurs pour la création d'emplois. Ces programmes créent de l'emploi. Et je me demande combien de Canadiens auraient converti leur système de chauffage ou d'isolation si les programmes du gouvernement fédéral n'avaient pas existé. Beaucoup moins, monsieur le Président, je puis vous l'assurer. Or en subventionnant en partie les frais encourus pour l'installation de nouveaux systèmes, le gouvernement a permis à plus de Canadiens de décider d'entreprendre ces changements, sans quoi des milliers de Canadiens n'auraient pas procédé à la conversion de leur système. C'est pourquoi la venue des programmes tels que CHIP et COSP permettant à un plus grand nombre de Canadiens de bénéficier et d'effectuer les changements nécessaires qui ont permis aux divers entrepreneurs à travers le pays d'avoir du travail, de créer d'autres emplois et d'accroître le rendement de leur entreprise.

Et quand on parle d'accroître le rendement d'une entreprise, on parle d'offrir un plus grand éventail de services de meilleure qualité à de meilleurs prix, de sorte que demain ces entreprises